

BONIFACE, Pascal (sous la direction de). *L'année stratégique 1993. Les équilibres militaires*. Paris, Dunod, 1993, 533 p.

Stéphane Roussel

Volume 24, numéro 4, 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703271ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703271ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roussel, S. (1993). Compte rendu de [BONIFACE, Pascal (sous la direction de). *L'année stratégique 1993. Les équilibres militaires*. Paris, Dunod, 1993, 533 p.] *Études internationales*, 24(4), 924–925. <https://doi.org/10.7202/703271ar>

nisations se sont alors multipliées et que l'opinion publique la plus large a pris conscience de leur rôle ; un rôle accru moins par la diversification de leurs domaines d'action que parce que les États ont paru leur abandonner en tout ou partie l'initiative dans certains d'entre eux. Aussi doit-on se féliciter de la parution du livre de Yves Beigbeder dans la collection *Axes-Savoir* des Éditions E. Bruylant.

Conformément à l'esprit de cette collection, le rôle international des organisations non gouvernementales est présenté de manière synthétique et d'un abord aisé. Cela n'a pas empêché l'auteur de nous livrer d'intéressantes réflexions critiques sur ces organisations ; et plus encore, des recommandations très personnelles sur les modifications qu'il conviendrait d'apporter au fonctionnement de la plupart d'entre elles ; à leur comportement sur la scène internationale, en particulier aux problèmes pratiques mais aussi juridiques qu'il soulève, à l'image du prétendu droit d'ingérence humanitaire.

Le premier des quatre chapitres qui composent le livre, est consacré à l'identification des organisations non gouvernementales. De nos jours, celle-ci est moins évidente qu'il n'y paraît ; moins sans doute pour ce qui est de la distinction entre organisations nationales et internationales, que pour ce qui a trait à leur statut juridique. Celui-ci est encore si imprécis en droit international qu'il conviendrait d'ailleurs de parler plutôt de situation juridique ; toutes les organisations non gouvernementales ne jouissant pas des mêmes prérogatives au regard de ce droit. Ce chapitre est aussi l'occasion pour l'auteur d'insister sur leurs forces et leurs faiblesses ; leurs relations avec les États et les organisations

intergouvernementales ; leur concertation et leur financement.

Dans les trois autres chapitres, Y. Beigbeder présente l'action des organisations non gouvernementales dans leurs domaines de prédilection anciens et actuels : l'action humanitaire, l'action dans le domaine des droits de l'homme et dans celui du développement. Ces chapitres sont essentiellement descriptifs. Ils font la part belle à la présentation systématique des principales d'entre celles qui agissent dans ces trois domaines. Ainsi y trouve-t-on précisés pour chacune d'elles les circonstances de la création, la qualité et l'origine des membres, le budget et les moyens en personnel ; mais aussi les théâtres d'opération ou encore le rappel de leurs actions récentes. Autant d'éléments d'information qu'il était utile de mettre à la disposition des lecteurs peu versés dans cette matière.

Jean MALLEIN

Faculté de Droit et des Sciences Économiques de Brest, France

BONIFACE, Pascal (sous la direction de). *L'année stratégique 1993. Les équilibres militaires*. Paris, Dunod, 1993, 533 p.

L'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) vient de publier, sous la direction de Pascal Boniface, la septième édition de *L'année stratégique*. La formule de l'édition 1993 demeure la même que celles qui ont précédé. Elle consiste en une analyse des événements de l'année, à laquelle s'ajoute une version, adaptée au public francophone, du *Military Balance* publié par l'iss de Londres. Le résultat est particulièrement intéressant, car il permet au lecteur de combiner le film des événements aux données brutes sur les équilibres militaires.

L'ouvrage est divisé en deux parties. La première, composée d'une dizaine d'articles, trace un bilan de l'année pour chacune des grandes régions du monde, en mettant essentiellement l'accent sur les aspects militaires et stratégiques. On y retrouve également un chapitre portant sur le désarmement et un autre sur les ventes d'armes et l'industrie de l'armement. Il s'agit de synthèses bien structurées qui, sans nécessairement apporter d'éléments nouveaux ni de points de vue critiques (ce n'est d'ailleurs pas le but de l'ouvrage), permettent de situer clairement les grandes tendances qui se dessinent au long de l'année, que ce soit au niveau des enjeux des conflits ou des orientations des politiques de sécurité des principaux acteurs. Bien que très étoffées et accompagnées de chronologies, on aurait pu souhaiter que ces différentes présentations soient complétées par de courtes orientations bibliographiques.

La seconde partie, consacrée aux «équilibres militaires», dresse une liste de la composition et de l'équipement des forces armées de l'ensemble des États. Si le contenu est strictement le même que celui de l'annuaire de l'iss, signalons que les éditeurs ont su éviter le piège posé par une surabondance d'acronymes et d'abréviations (trait qui caractérise souvent ce genre d'ouvrage), ce qui rend la consultation beaucoup plus aisée. Enfin, le texte est complété par une série de tableaux sur les dépenses militaires, les forces nucléaires et les forces conventionnelles en Europe.

Fort bien présenté, de conception intéressante et offrant un accès facile à une multitude d'informations, l'année stratégique sera apprécié par les étudiants et les chercheurs intéressés aux questions de sécurité, ceci d'autant plus

que cet ouvrage comble un vide dans la documentation en français.

Stéphane ROUSSEL

Département de science politique
Université de Montréal

JONGEN, François (sous la direction de). Médias et service public. Bruxelles, Établissements Émile Bruylant-Centre d'études constitutionnelles et administratives, 1992, 357 p.

Dans un environnement de plus en plus concurrentiel où les acteurs privés gagnent en importance et où le commercialisme ambiant transcende les frontières nationales, l'Europe s'interroge sérieusement sur l'avenir des services publics notamment dans le secteur des médias. Le présent volume témoigne de ce questionnement. En fait, l'ouvrage consiste en un recueil de diverses communications présentées lors du colloque «Médias et service public» qui s'est tenu à Bruxelles au mois d'octobre 1991.

Le volume est divisé en deux parties qui correspondent aux deux grands axes de réflexion qu'offrait le colloque. La première partie offre une réflexion sur la notion même de service public en lien avec différents médias, qu'il s'agisse des services publics organiques dans l'audiovisuel, du soutien de la presse écrite, de la télédistribution, ou des fonds de soutien à la création audiovisuelle. On s'y interroge sur les missions et justifications du service public dans ces secteurs et ce en accordant une bonne place à l'incidence du droit européen eu égard au service public. La seconde partie consiste en une réflexion sur le fonctionnement des services publics, particulièrement en audiovisuel, en régime concurrentiel. Pour ce faire, l'approche